

Revisiter les liens entre agriculture et politique au XXIe siècle

20 octobre 2026



Un article du *Journal of Agricultural Economics* d'août 2026 retrace l'évolution de l'économie politique de l'agriculture, c'est-à-dire de l'étude des rapports de pouvoir et des stratégies d'acteurs qui façonnent le secteur agricole. Longtemps centrée sur les intérêts matériels des producteurs et des consommateurs, elle intègre désormais une diversité croissante de valeurs, de récits et d'acteurs. Les auteurs s'appuient sur trois cas de conflits agricoles, mêlant intérêts économiques et conceptions concurrentes de la souveraineté, de l'environnement et du rôle de la science.

Les manifestations des agriculteurs européens en 2024 sont une première illustration. Face à des mesures environnementales jugées coûteuses et déconnectées des réalités économiques, leur mobilisation a contribué à certains assouplissements, notamment sur les pesticides et les conditionnalités de la Politique agricole commune. Au Brésil, le moratoire de 2006 sur le soja amazonien associait négociants et ONG internationales pour limiter la déforestation ; son abandon par la filière en 2026 révèle la fragilité d'un dispositif dénoncé comme une contrainte extérieure portant atteinte à la souveraineté et aux droits de propriété brésiliens. Au Mexique, cette même notion de souveraineté a, au contraire, servi à justifier des restrictions sur le maïs génétiquement modifié destiné à l'alimentation humaine. Son interdiction dans les tortillas en 2023 afin de protéger biodiversité et agricultures autochtones a été contestée par les États-Unis (appuyés par le Canada), qui ont obtenu gain de cause fin 2024.

Delphine Acloque, Centre d'études et de prospective

Source : [*Journal of Agricultural Economics*](#)